

# Nouvelle politique agricole – le point de vue des agriculteurs et des spécialistes

Rebecca Knoth<sup>1,3</sup>, Andreas Bosshard<sup>2</sup> et Xenia Junge<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Institut de biologie de l'évolution et des sciences de l'environnement IEU, 8057 Zurich

<sup>2</sup>Vision Landwirtschaft, 8966 Oberwil-Lieli

<sup>3</sup>Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL, 8903 Birmensdorf

Renseignements: Rebecca Knoth, e-mail: rebeccaknoth@gmx.ch



Des informations claires et objectives de même que des conseils globaux pourraient accroître le degré de satisfaction des agricultrices et agriculteurs. (Photo: Andreas Bosshard)

## Introduction

En 2011, le Parlement suisse a confié au Conseil fédéral la mission d'élaborer des propositions de subventions agricoles plus ciblées et plus pertinentes. Ainsi, dès 2014, la politique agricole suisse a subi d'importantes réformes avec l'arrivée de la PA 14–17. Les paiements directs, qui représentent la plus grande partie des contributions fédérales à hauteur de 2,8 milliards de francs par année, ont été entièrement repensés. Ils sont constitués essentiellement de paiements directs généraux (80 %), lesquels ont été répartis en instruments. Ces instruments correspondent aux différents objectifs de l'article constitutionnel sur l'agriculture. Une agriculture multifon-

tionnelle est ainsi fortement encouragée, qui ne se contente pas de produire des denrées alimentaires, mais contribue aussi à la conservation du paysage et de la biodiversité, à la création d'emplois ainsi qu'à l'occupation décentralisée du territoire (art. 104 de la Constitution fédérale).

Tandis que la politique agricole suisse accorde de plus en plus d'importance aux prestations d'intérêt public, il s'agit de considérer la position des personnes directement concernées par ces dispositions, c'est-à-dire les agriculteurs.

Des divergences d'opinion entre les personnes concernées et les responsables peuvent empêcher la mise en place de mesures efficaces pour la protection

de la nature et de l'environnement (Schenk *et al.* 2007). Pour favoriser une agriculture multifonctionnelle efficace et durable, les personnes impliquées doivent mieux comprendre le sens et l'objectif des mesures mises en place à cet effet (Schenk *et al.* 2007).

Ce travail analyse le point de vue des agricultrices/ agriculteurs suisses et des spécialistes sur la PA 14–17. Il est particulièrement intéressant de déterminer quelles mesures les agriculteurs pensent entreprendre en réponse aux nouvelles dispositions et quelle direction l'agriculture suisse prendra suite à la nouvelle politique agricole.

## Méthode

### Sondages

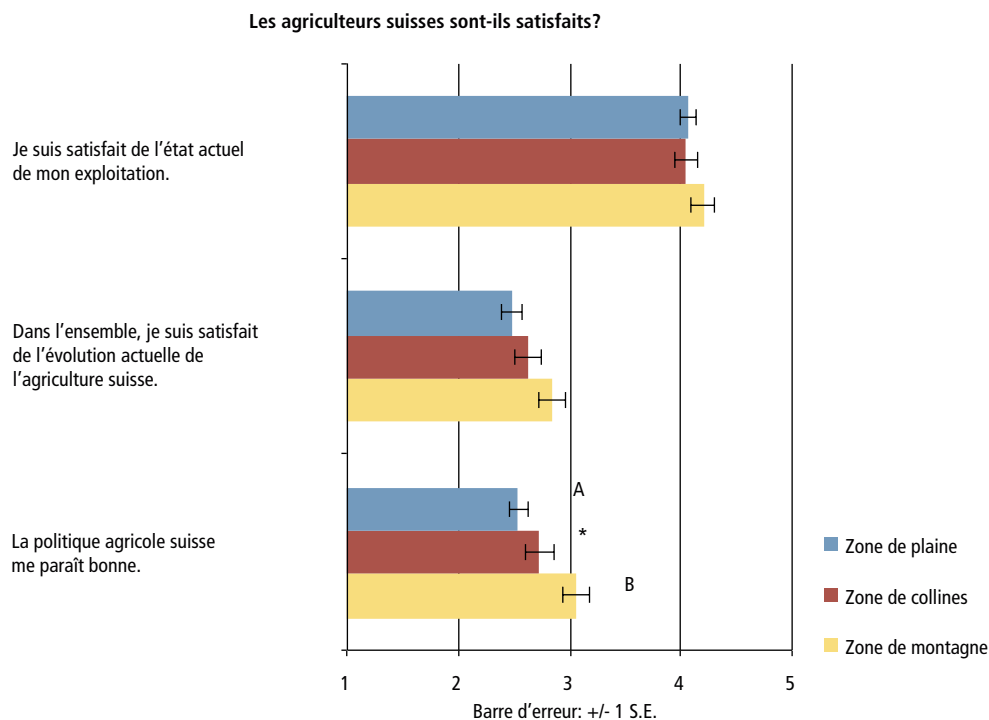
En mars 2014, 1000 questionnaires ont été envoyés par courrier à des agriculteurs des cantons des Grisons, de Zurich, Soleure et Argovie. Pour chaque canton, les exploitations ont été choisies de manière aléatoire, la moitié étant des exploitations bio et l'autre moitié non bio. Début avril 2014, 71 questionnaires supplémentaires ont été transmis à des spécialistes en agriculture dans les domaines de la recherche, de l'administration, des écoles d'agriculture, des bureaux d'écologie, des ONG/associations, de l'économie et de la politique. Les questionnaires ont été élaborés sur la base d'études bibliographiques et sur la consultation d'enquêtes préalables, en particulier celle de Göpfert (2005). 41 % des agriculteurs et 52 % des spécialistes ont retourné leur questionnaire. Le taux de réponse pour les exploitations bio était supérieur à la moyenne (bio 61 %; non bio 31 %). Les exploitations des zones de plaine étaient les mieux représentées (46 %), suivies par celles des zones de montagne (29 %) puis de collines (18 %).

### Interprétation des résultats

Afin d'identifier les corrélations entre les différentes réponses du sondage, une analyse multivariée a été effectuée à l'aide de la modélisation par équations structurelles (Davcik 2014). Les connaissances du système et de la littérature ont permis de repérer d'éventuelles corrélations entre les questions du sondage (variables mesurées) et les concepts globaux du questionnaire (variables latentes). Pour la partie statistique, ces corrélations ont été analysées selon un système d'équations linéaire.

Les différences entre les groupes ont été déterminées par des analyses de variance, le test U de Mann-Whitney (comparaison spécialistes et agriculteurs) ou le test de comparaisons multiples post-hoc pour plus de deux groupes.

**Résumé** ■ Dans le cadre de la nouvelle politique agricole 2014–2017 (PA 14–17), les prestations d'intérêt général telles que les mesures écologiques doivent être attribuées de façon plus ciblée. La présente étude expose le point de vue des agricultrices et agriculteurs sur la PA 14–17 et la tendance à s'orienter vers une agriculture de plus en plus écologique. Elle présente également les adaptations de l'exploitation qui pourraient être attendues suite aux nouvelles dispositions. Un questionnaire écrit a été soumis aux agriculteurs ainsi qu'aux spécialistes en agriculture (afin d'obtenir un autre avis d'experts). L'analyse des résultats montre, entre autres, que les agriculteurs sont bien disposés face aux mesures écologiques, tandis que la satisfaction vis-à-vis de la PA est plutôt faible. En ce qui concerne les surfaces écologiques, les agriculteurs préfèrent miser sur la qualité plutôt que sur la quantité. Ils ne prévoient pas de réduire leur cheptel. Cette étude offre des bases permettant de dresser un premier bilan de la PA 14–17.



**Figure 1 | Satisfaction des agriculteurs en ce qui concerne l'exploitation et la politique agricole. Comparaison des différentes zones de production agricoles.**

Valeurs: 1 = pas du tout, 2 = plutôt non, 3 = mitigé, 4 = plutôt oui, 5 = tout à fait. Les différences significatives entre les sous-groupes sont indiquées avec des lettres différentes (test Bonferroni), \*  $p < 0,05$ .

## Résultats

### Position vis-à-vis de la PA 14–17

Bien que les agriculteurs ayant participé au sondage s'estiment plutôt satisfaits de la situation de leur exploitation, ils considèrent la politique agricole actuelle de façon assez négative (fig. 1). Les agriculteurs des zones de montagne sont toutefois plus satisfaits de la politique agricole actuelle que les agriculteurs des zones de plaine. Il a été demandé aux agriculteurs et spécialistes si les contributions étaient mieux ciblées avec la nouvelle PA (fig. 2). Les spécialistes trouvent que oui, les agriculteurs sont mitigés. Les experts en agriculture considèrent les effets de la PA 14–17 sur le revenu agricole de manière plus positive que les agriculteurs. En même temps, les spécialistes estiment la réaction des agriculteurs face à la nouvelle politique agricole plus alarmante que ce qu'elle n'est réellement.

### Position vis-à-vis de l'écologisation de l'agriculture

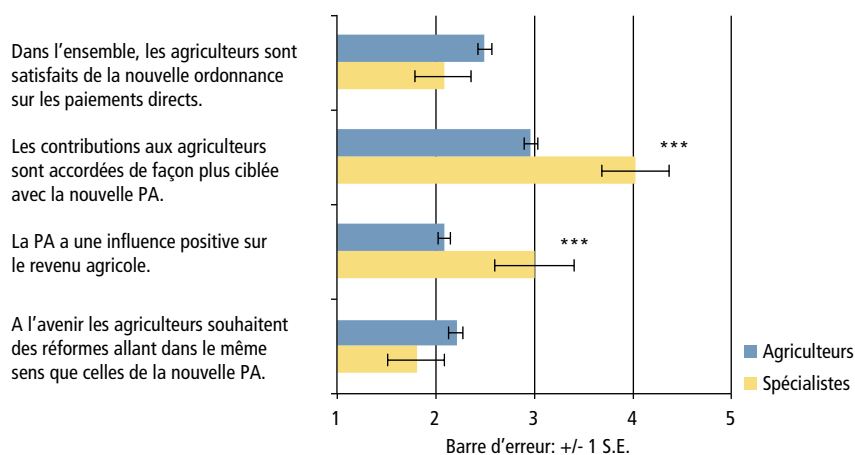
Dans l'ensemble, les agriculteurs considèrent positivement la contribution de l'agriculture à l'écologie. Les agriculteurs des exploitations bio sont particulièrement concernés; ils évaluent d'ailleurs presque tous les aspects plus favorablement que les exploitants non bio (fig. 3).

La plupart des agriculteurs ayant participé à l'enquête sont d'avis que les mesures écologiques entreprises doivent être autant efficaces (c'est-à-dire valoriser la nature et le paysage) qu'utiles à l'image reflétée par l'agriculture. L'affirmation rapportant que la production au sein de l'exploitation peut très bien se concilier avec la protection de la nature a reçu une forte approbation.

### Adaptations de l'exploitation

En ce qui concerne les adaptations futures de l'exploitation suite au passage à la nouvelle PA, les spécialistes et agriculteurs ont également des avis divergents (fig. 4). L'une des plus grandes différences se trouve dans la question de réduire ou non l'élevage d'animaux suite à la nouvelle PA. Les spécialistes pensent plutôt oui, tandis que les agriculteurs ne prévoient pas de diminuer l'élevage des animaux sur leur propre exploitation. De plus, les spécialistes surestiment beaucoup l'inclinaison des agriculteurs à augmenter la qualité et la quantité de leurs surfaces écologiques. Les agriculteurs ayant participé au sondage préfèrent s'engager sur un projet de qualité du paysage. En ce qui concerne l'adaptation des exploitations, l'attente des spécialistes est dans l'ensemble plus élevée que ne le sont les prévisions effectives des agriculteurs.

## Les agriculteurs suisses sont-ils satisfaits de la nouvelle PA?



**Figure 2 | Comparaison du point de vue concernant la PA 14–17. L'avis effectif des agriculteurs et l'évaluation extérieure des spécialistes en agriculture.**

Valeurs: 1 = pas du tout, 2 = plutôt non, 3 = mitigé, 4 = plutôt oui, 5 = tout à fait. Seuil de signification: \*\*\*  $p < 0,001$ .

### Modélisation par équations structurelles

La modélisation par équations structurelles (fig. 5 et tabl. 1) présente les impacts de la nouvelle politique agricole sur la satisfaction des agriculteurs. Les différentes interactions ainsi que leur intensité sont également représentées. En général, plus l'agriculteur est informé sur la nouvelle PA et ouvert à l'écologisation de l'agriculture, plus il sera satisfait de la nouvelle politique agricole, et moins il sera affecté par les modifications suite à la nouvelle politique.

## Discussion

### Enthousiasme mitigé pour la politique agricole

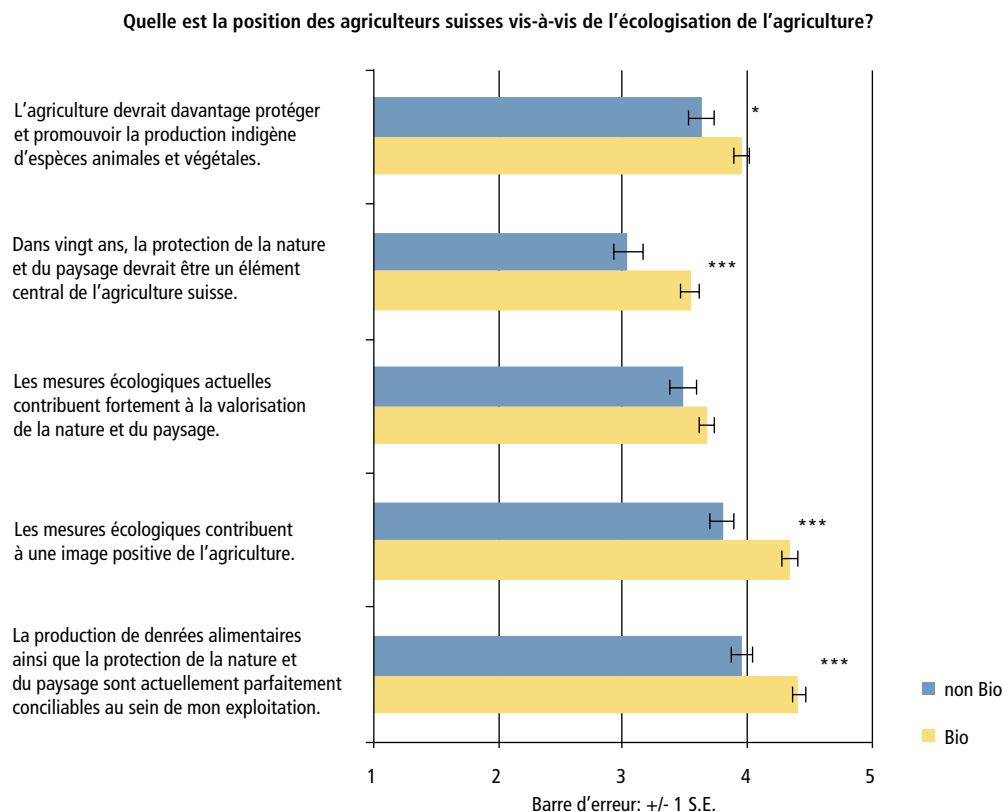
Les résultats de l'enquête révèlent que le degré de satisfaction des agriculteurs envers leur propre exploitation (élevé) est différent de celui de l'évolution de l'agriculture suisse (moindre). Des sondages équivalents ont révélé des tendances similaires il y a dix ans (Göpfert 2005) ou vingt ans (Weiss 2000). Cependant, les agriculteurs suisses sont dans l'ensemble légèrement plus satisfaits de la politique agricole qu'il y a dix ans (Knoth 2014). La modélisation des résultats permet de démontrer que le degré de satisfaction est plus élevé lorsque les agriculteurs sont bien informés. Ils sont ainsi moins affectés par les changements politiques. Ainsi, des informations claires et objectives (Kobel et Schwab 2013; El Benni 2013) liées à des conseils globaux (Home *et al.* 2014; Bosshard et Meierhofer 2014) pourraient accroître le taux de satisfaction des agriculteurs.

### Image en constante mutation

La disposition des agriculteurs à entreprendre des mesures de protection de la nature et du paysage prouve que les prestations multifonctionnelles obtiennent de plus en plus la faveur des producteurs. Les spécialistes sous-estiment ainsi l'ouverture et l'esprit d'entreprise des agriculteurs. Le sondage a d'ailleurs révélé une grande volonté des agriculteurs à participer à des projets de qualité du paysage. Les producteurs ayant pris part à l'enquête estiment en outre que les mesures écologiques valorisent l'image de l'agriculture. Ces résultats confirment ceux de Herzon et Mikk (2007), montrant que la disposition à entreprendre des mesures écologiques ne dépend pas seulement de l'attrait monétaire mais aussi et surtout de la considération du grand public envers ces prestations écologiques. La population ayant une image positive de la valorisation du paysage (Junge *et al.* 2011), les agriculteurs pourraient accorder encore plus de crédit aux prestations en faveur de l'écologie et du paysage.

### La qualité plutôt que la quantité

Les résultats révèlent que les agricultrices et agriculteurs préfèrent améliorer qualitativement leurs surfaces écologiques actuelles plutôt que d'aménager de nouvelles surfaces. Le Conseil fédéral désire renforcer les mesures incitatives en faveur des surfaces de haute valeur (message PA 14–17, p. 76). L'intention exprimée par les agriculteurs concorde parfaitement, étant donné que ceux-ci préfèrent actuellement améliorer la qualité des mesures entreprises plutôt que d'étendre les surfaces écologiques.



**Figure 3 | Comparaison de la position des agriculteurs d'exploitations bio et non bio vis-à-vis de l'écologisation de l'agriculture.**

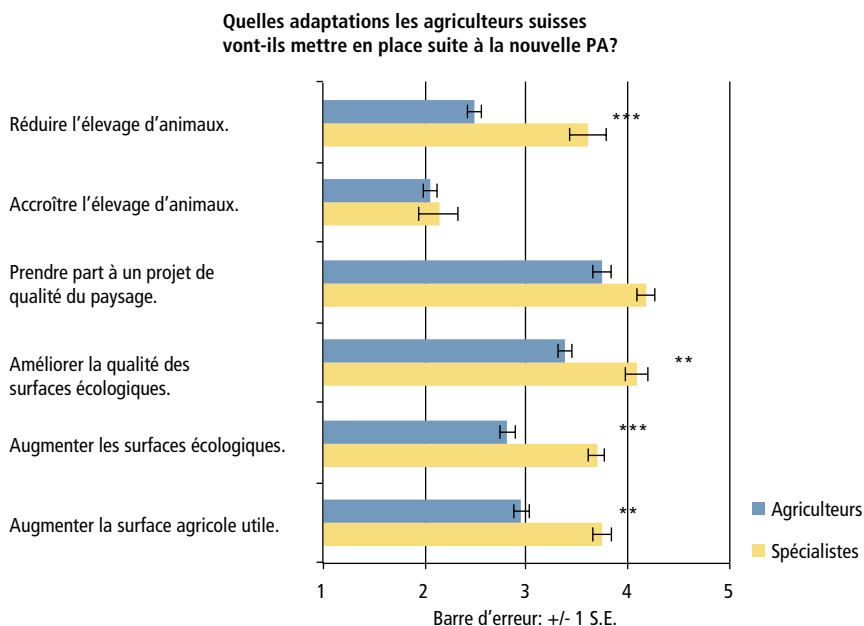
Valeurs: 1 = pas du tout, 2 = plutôt non, 3 = mitigé, 4 = plutôt oui, 5 = tout à fait. Seuil de signification: \*  $p < 0,05$ , \*\*\*  $p < 0,001$ .

### Pas de réduction du nombre d'animaux

Le Conseil fédéral (2011) s'attend à ce que le nombre d'animaux chute suite aux mesures plus ciblées des paiements directs. Des calculs prévisionnels permettent de prévoir une réduction de 15 % du nombre d'animaux d'ici 2017 (Flury et al. 2012). Une utilisation plus efficace des moyens de production ainsi que la réduction en aliments concentrés importés y seraient liés. La suppression des contributions pour animaux (contributions UGBFG et GACD) ainsi que l'introduction de contributions pour la production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) sont les facteurs principaux pouvant mener à la réduction du cheptel. Cependant, différents spécialistes sont d'avis que les exigences et le montant des contributions pour le programme PLVH sont trop faibles (Bosshard et al. 2013). C'est peut-être la raison pour laquelle les agriculteurs ne prévoyaient pas de réduire leur cheptel au moment du sondage.

### Agriculteurs de montagne satisfaits, agriculteurs bio motivés

Les prestations d'intérêt général de l'agriculture touchent particulièrement l'agriculture de montagne. Avec près de 50 %, les paiements directs pour les prestations agricoles sont ainsi considérables pour les exploitations de montagne (OFAG 2013). Des modifications du système de paiements directs auront donc plus d'influence sur les exploitations de montagne que celles de plaine. La nouvelle PA propose entre autres de meilleures indemnités pour les surfaces en forte pente (Bosshard et Häusler 2012) et selon Flury et al. (2012), la PA 14–17 implique une augmentation des paiements directs dans les régions de montagne, aussi bien dans l'ensemble qu'au niveau de l'exploitation. La présente analyse confirme cette tendance, puisque les agriculteurs de montagne se montrent particulièrement satisfaits de l'orientation de la politique agricole.



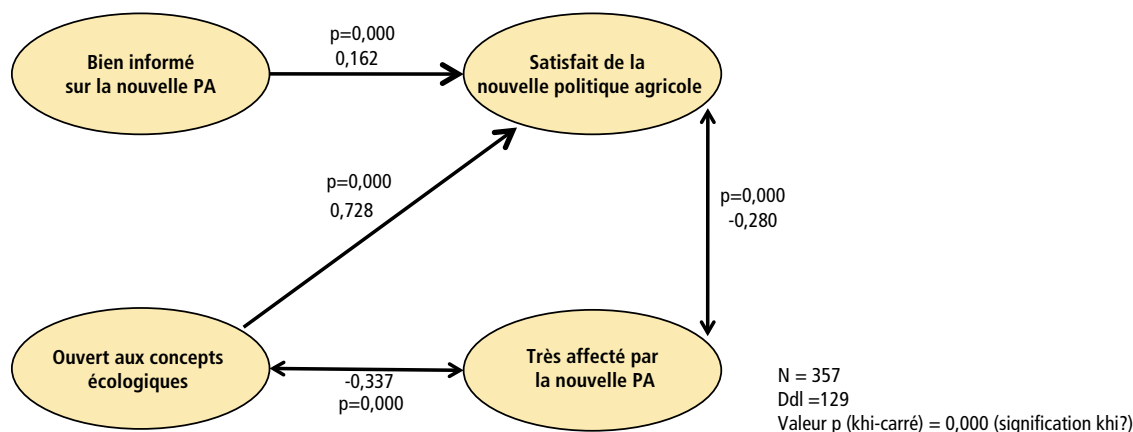
**Figure 4 | Adaptations de l'exploitation suite à la nouvelle PA. Comparaison entre les attentes des spécialistes en agriculture et les prévisions effectives des agriculteurs.**

Valeurs: 1 = pas du tout, 2 = plutôt non, 3 = mitigé, 4 = plutôt oui, 5 = tout à fait.  
 Seuil de signification: \*\*p < 0,01, \*\*\* p < 0,001.

Les agricultrices et agriculteurs bio accueillent les incitations écologiques de manière positive et prévoient plutôt d'entreprendre des mesures allant dans cette direction. Berentsen *et al.* (2007) font également ressortir que les agriculteurs bio se sentent généralement très responsabilisés envers leur environnement et sont ainsi plus disposés à entreprendre des mesures écologiques au sein de leur entreprise.

**Augmentation du revenu à l'avenir?**

Les spécialistes et les agriculteurs ont des avis divergents sur les conséquences de la PA 14–17. Le Conseil fédéral (2011) s'attend à une augmentation du revenu de l'exploitation de 7% en moyenne d'ici 2017. Le revenu du secteur agricole devrait alors être de 4,2% plus élevé que ce qu'il n'aurait été avec la politique agricole 2011 (OFAG 2012). L'analyse des données de certaines exploi- ➤



**Figure 5 | Modélisation par équations structurelles de la satisfaction des agriculteurs vis-à-vis de la nouvelle politique agricole. Les variables latentes (dans les ellipses) sont reliées entre elles par des coefficients de corrélation (flèches unidirectionnelles) et des covariances (flèches bidirectionnelles). Ddl=degré de liberté.**

**Tableau 1 |** Modèle de mesure se rapportant au modèle d'équations structurelles de la fig. 5. Sont représentées les variables latentes (en gras) correspondant à plusieurs variables mesurées, c.-à-d. les questions du sondage (caractère maigre). La densité ainsi que les erreurs de mesure sont indiquées dans les deux colonnes à droite. Plus la densité d'une variable est élevée, plus le lien avec la variable latente s'y référant est étroit.

Variabiles	Densité (valeur lambda)	Erreur des variables mesurées (1-lambda^2)
<b>Bonne information de la nouvelle PA</b>		
Avant l'arrivée de la nouvelle politique agricole je me sentais bien préparé en vue de la PA 14-17.	1	0,0
J'estime avoir actuellement de meilleures connaissances que mes collègues.	0,5	0,7
J'ai entrepris de grands efforts pour m'informer sur la PA 14-17.	0,6	0,7
<b>Ouverture aux concepts écologiques</b>		
Dans vingt ans, la protection de la nature et du paysage devrait être un élément central de l'agriculture suisse.	0,6	0,6
Je me réjouis des efforts de promotion de la biodiversité.	0,9	0,3
Je me réjouis des nouvelles contributions pour les projets de qualité du paysage.	0,8	0,3
La nouvelle PA contribue à une production durable et de meilleure qualité.	0,8	0,4
Je me réjouis des réformes futures allant dans le même sens que la nouvelle PA.	0,7	0,5
<b>Satisfaction vis-à-vis de la nouvelle politique agricole</b>		
Je suis rassuré en ce qui concerne l'avenir de la politique agricole suisse.	0,8	0,3
La politique agricole suisse me paraît bonne.	0,8	0,3
Dans l'ensemble je suis satisfait de l'évolution actuelle de l'agriculture suisse.	0,8	0,4
Je prévois une augmentation du revenu agricole en Suisse.	0,6	0,6
Les contributions sont dorénavant mieux ciblées.	0,7	0,6
Dans l'ensemble, je suis satisfait de la nouvelle ordonnance sur les paiements directs.	0,8	0,4
<b>Insatisfaction vis-à-vis de la nouvelle PA (plus grande charge de travail)</b>		
Mon exploitation est très affectée par les modifications relatives à la PA 14-17.	0,6	0,7
Je m'attends à ce que ma charge de travail augmente suite à la PA 14-17.	0,9	0,2
Suite à la PA 14-17, je m'attends à une augmentation de travail en ce qui concerne la gestion des surfaces.	0,8	0,4
Suite à la PA 14-17, je m'attends à avoir plus de travaux d'administration.	0,6	0,6

tations a montré que le revenu pouvait être maintenu voire amélioré même en conditions difficiles, pour autant que les chefs d'exploitation entreprennent des mesures appropriées aux nouvelles conditions-cadre (Bosshard et Meierhofer 2014). En revanche, si aucune adaptation n'est effectuée, la majorité des agriculteurs sondés voit ses paiements directs et ainsi son revenu réduit au cours des années suivantes. Les spécialistes se baseraient sur les prédictions de la Confédération pour effectuer leur évaluation, tandis que les agriculteurs redoutent de ne pouvoir poursuivre comme auparavant, même sans prendre en compte les pertes de revenu.

Les agriculteurs bio étaient fortement représentés dans cette étude et l'échantillon n'a pas été pris sur l'ensemble de la Suisse. Ainsi, il s'agit d'être prudent lors d'éventuelles généralisations des résultats. De plus, le sondage a été effectué quelque mois seulement après l'entrée en vigueur de la nouvelle politique agricole, ce qui pourrait augmenter la difficulté à estimer correctement les effets réels de cette nouvelle politique.

## Conclusions

Pour le moment, les structures incitatives de la PA 14-17 (en particulier la réduction du cheptel) ne semblent pas avoir eu l'effet escompté. Les agricultrices et agriculteurs ne réagissent pas forcément selon les simulations économiques et les prévisions des spécialistes. Une meilleure communication des informations pourrait contribuer à la satisfaction des agriculteurs et à une réaction appropriée face aux nouveaux programmes. Afin d'éviter les malentendus et les fausses attentes, les agriculteurs et les spécialistes devraient intensifier le dialogue. Bien que les mesures d'écologie aient déjà obtenu la faveur des agriculteurs, celle-ci pourrait être renforcée en valorisant l'image de prestations multifonctionnelles. ■

## Riassunto

### Cosa pensano i contadini e gli esperti del settore della nuova politica agraria?

Nella nuova politica agraria 2014-2017 (PA 14-17) le prestazioni di interesse economico generali quali per esempio le misure ecologiche dovrebbero essere riconosciute in maniera mirata. Il presente studio si propone di fornire una fotografia dell'opinione che gli operatori del settore hanno sulla PA 14-17 e della tendenza dell'agricoltura di assumere sempre più un'impronta ecologica. Sono stati analizzati anche i probabili adeguamenti necessari a livello aziendale per ottemperare alle nuove disposizioni di legge. A questo scopo sono state organizzate due indagini scritte, la prima presso i contadini e la seconda presso esperti del settore, al fine di ottenere anche l'opinione degli specialisti in materia. I risultati dimostrano come gli aspetti ecologici in generale sono molto ben accettati da parte degli intervistati, mentre la nuova PA trova meno consenso. Nell'ambito delle superfici ecologiche, i contadini puntano di più sulla qualità che sulla quantità, mentre esiste poca disponibilità alla riduzione del numero di capi allevati in azienda. Questo studio fornisce informazioni di base per una prima valutazione della PA 14-17.

### Bibliographie

- Berentsen P. B., Hendriksen A., Heijman W. J., & van Vlokhoven H. A., 2007. Costs and benefits of on-farm nature conservation. *Ecological Economics* **62**, 571–579.
- Bosshard A. & Häusler L., 2012. Gezielte Erschwerungsbeiträge zugunsten einer flächendeckenden Bewirtschaftung. *Vision Landwirtschaft/Ö+L*, Oberwil-Lieli.
- Bosshard A., & Meierhofer U., 2014. Entwicklungsmöglichkeiten von Landwirtschaftsbetrieben unter der neuen Schweizer Agrarpolitik AP 2014–17. *Vision Landwirtschaft/Ö+L*, Oberwil-Lieli.
- Bosshard A., Jenny M. & Schläpfer F., 2013. Anhörung zu den Ausführungsbestimmungen der Agrarpolitik 2014-2017. *Vision Landwirtschaft*, Oberwil-Lieli.
- Conseil fédéral, 2010. Message concernant les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2012 et 2013. Berne.
- Conseil fédéral, 2011. Message concernant l'évolution future de la politique agricole dans les années 2014 – 2017 (Politique agricole 2014–2017) Berne.
- Davcik N. S., 2014. The use and misuse of structural equation modeling (SEM) in management research: A review and critique. *Journal for Advances in Management Research* **11** (1), 47–81.
- El Benni N., 2013. Schlussbericht zum Forschungsprojekt «Der Nutzen von Risikomanagementinstrumenten unter Berücksichtigung der Wirkung von Direktzahlungen auf das Einkommensrisiko in der Schweizer Landwirtschaft». ETH Zürich, Institut für Umweltentscheidungen, Zurich.
- Flury C., Zimmermann A., Mack G. & Möhring A., 2012. Auswirkungen der Agrarpolitik 2014–2017 auf die Berglandwirtschaft. Forschungsanstalt Agroscope Reckenholz-Tänikon, AgriMontana, Tänikon, 3–14.
- Göpfert R., 2005. Die Einstellungen von Landwirten zum ökologischen Ausgleich in der Schweiz – Eine Untersuchung in den Kantonen Graubünden, Zürich, Schaffhausen und Aargau. Universität Zürich, Institut für Umweltwissenschaften und Geographisches Institut, Zurich.

## Summary

### Farmers' and experts' attitudes towards the new agricultural policy

The new Swiss Agricultural Policy 2014–2017 (AP 14–17) is designed to better compensate farmers for their production of common goods such as ecosystem services. We investigated the attitudes of Swiss farmers towards this new political measure and towards the trend of the increasing ecological performance of agriculture. In addition, we studied the expectations of farmers concerning farm adjustments resulting from the new AP 14–17. A written survey was administered to farmers, and, for comparison, a similar questionnaire was sent to a sample of qualified agricultural experts. Amongst other conclusions, this study demonstrated that the ecological tolerance of the surveyed farmers is quite high, whereas their satisfaction with the new agricultural policy is fairly low. With respect to ecological issues, farmers opt for quality over quantity, and they do not plan to reduce animal numbers. This study serves as a basis for further political discussion of AP 14–17 and its implementation.

**Key words:** multifunctional farming, ecology acceptance of farmers, AP 14–17.

- Herzon I. & Mikk M., 2007. Farmers' perceptions of biodiversity and their willingness to enhance it through agri-environment schemes: A comparative study from Estonia and Finland. *Journal for Nature Conservation* **15**, 10–25.
- Home R., Balmer O., Jahrl I., Stolze M. & Pfiffner L., 2014. Motivations for implementation of ecological compensation areas on Swiss lowland farms. *Journal of Rural Studies* **34**, 25–36.
- Junge X., Lindemann-Matthies P., Hunziker M. & Schüpbach B., 2011. Aesthetic preferences of non-farmers and farmers for different land-use types and proportions of ecological compensation areas in the Swiss lowlands. *Biological Conservation* **144**, 1430–1440.
- Knoth R., 2014. Reaktion der Schweizer Landwirte auf die Agrarpolitik 2014–2017. Masterarbeit an der Universität Zürich, Institut für Evolutionsbiologie und Umweltwissenschaften, Zurich.
- Kobel T. & Schwab D., 2013. Agrarpolitik 2014–2017 – Kenntnisstand bei den Betroffenen und mögliche Anpassungsstrategien der Betriebe anhand einer Untersuchung im Kanton Bern. Berner Fachhochschule für Wirtschaft. Berne.
- Office fédéral de l'agriculture OFAG, 2013. Rapport agricole 2013. Berne.
- Office fédéral de l'agriculture OFAG, 2012.
- Schenk A., Hunziker M. & Kienast F., 2007. Factors influencing the acceptance of nature conservation measures – A qualitative study in Switzerland. *Journal of Environmental Management* **83**, 66–79.
- Weiss J., 2000. Das Missverständnis Landwirtschaft – Befindlichkeit, Selbstbild und Problemwahrnehmung von Bauern und Bäuerinnen in unsicheren Zeiten. Chronos Verlag, Zurich.